

ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE

Conduite du 23 janvier au 23 février 2023

Portant sur la déclaration d'utilité publique, l'enquête parcellaire, la création de la ZAC et sur la procédure de désaffectation, de déclassement et d'aliénation d'une partie de l'assiette d'une voie communale, concernant le projet d'aménagement du parc d'activité Bièvre Dauphiné 3, sur les communes d'Apprieu et de Rives (Isère).

Conclusions et avis motivé portant sur la création de la ZAC

Réalisé à Saint Martin d'Hères par M. Denis Crabières, commissaire enquêteur,
Le 11 avril 2023.

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE	4
1.1.	Objet de l'enquête publique et localisation du projet	4
1.1.1.	Objet de l'enquête	4
1.1.2.	Localisation du projet	4
1.2.	Désignation du commissaire enquêteur.....	4
1.3.	Les acteurs de l'enquête publique	4
1.4.	Préparation de l'enquête publique	4
1.5.	Cadre législatif et réglementaire.....	5
1.6.	Les autorités consultées	5
1.7.	Le dossier d'enquête.....	5
2.	Déroulement de l'enquête publique.....	6
2.1.	L'information du public	6
2.1.1.	Mise à disposition du dossier d'enquête.....	6
2.1.2.	Affichage de l'avis d'enquête parcellaire, de l'arrêté d'enquête publique et de l'avis d'enquête publique	7
2.1.3.	Affichage des notifications d'enquête parcellaire	7
2.1.4.	Parutions dans la presse	7
2.1.5.	Dématérialisation de l'enquête publique	7
2.2.	Les permanences	7
2.3.	La clôture de l'enquête	8
2.4.	Le procès-verbal de synthèse et le mémoire en réponse du maître d'ouvrage....	8
2.5.	Remise du rapport et du dossier d'enquête	8
3.	Analyse du commissaire enquêteur.....	8
3.1.	La préparation de l'enquête	8
3.2.	Le dossier d'enquête.....	8
3.3.	Les conditions de réalisation de l'enquête	9
3.4.	L'information du public	9

3.5.	La participation du public	9
3.5.1.	Analyse quantitative des contributions.....	9
3.5.2.	Les observations du public.....	9
4.	Conclusions et avis motivé	10
4.1.	Conclusions.....	10
4.1.1.	Les atouts du projet.....	10
4.1.2.	Les vulnérabilités du projet.....	11
4.2.	Avis motivé.....	12

1. PRESENTATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE

1.1. Objet de l'enquête publique et localisation du projet

1.1.1. Objet de l'enquête

Comme le mentionne l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2022, la présente enquête a pour objet la création d'une ZAC prévue dans le cadre de l'aménagement du parc d'activité « Bièvre Dauphiné 3 » sur les communes de Rives et d'Apprieu en Isère.

Cette enquête publique réunit en une procédure unique, la déclaration d'utilité publique, l'enquête parcellaire et procédure de désaffectation, de déclassement et d'aliénation d'une partie de la voie communale dénommée « Chemin neuf » de la commune d'Apprieu.

1.1.2. Localisation du projet

Le projet est implanté en partie sud-ouest de la commune d'Apprieu aux lieudits « Plaine du Devez » et « Pierre Blanche » et se situe en partie est de la plaine de Bièvre. Situé à proximité de l'échangeur n°9 de l'autoroute A48, il s'étend sur un secteur entièrement occupé par des terres agricoles classés au PLUi en zone AUI BD3.

1.2. Désignation du commissaire enquêteur

Par décision n°E22000193/38 en date du 23 novembre 2022, le Président du tribunal administratif de Grenoble m'a désigné en qualité de commissaire enquêteur pour cette enquête publique.

1.3. Les acteurs de l'enquête publique

Par une délibération du 08 mars 2021, la Communauté de communes Bièvre-Est a affirmé sa volonté de confier à la Préfecture de l'Isère le soin d'organiser l'enquête.

La Communauté de communes Bièvre-Est en est le maître d'ouvrage du projet.

Les communes d'Apprieu, siège de l'enquête, et de Rives tiennent les registres d'enquête à disposition du public et accueillent les permanences durant l'enquête.

1.4. Préparation de l'enquête publique

Dès réception de ma désignation par le Tribunal administratif, j'ai pris contact avec le Bureau « Droit des sols et animation juridique » de la direction des relations avec les collectivités de la préfecture de l'Isère.

Après quelques échanges préparatoires, M. DESVERNAY et moi-même nous sommes réunis dans les locaux de la préfecture le 13 décembre 2022 avec la participation, en visio conférence, de M. SIELANCZYK, directeur du pôle « Attractivité et Aménagement » à la Communauté de communes Bièvre-Est.

A cette occasion, les modalités de l'enquête publique ont été définies.

C'est ainsi, notamment, qu'ont été arrêtés :

- Les dates de l'enquête publique d'une durée fixée à trente-deux jours, du 23 janvier au 23 février 2023 ;
- Les jours, heures et lieux des permanences du commissaire enquêteur ;

- Les formalités d'affichage et de publicité ;
- Les conditions de dématérialisation de l'enquête publique.

A l'occasion de cette rencontre, j'ai pris possession d'un exemplaire du dossier et j'ai paraphé et coté les dossiers ainsi que les registres destinés aux maries d'Apprieu et de Rives.

1.5. Cadre législatif et réglementaire

Le projet d'aménagement du Parc de Bièvre-Dauphiné 3 est soumis aux procédures administratives suivantes :

- Déclaration loi sur l'eau au titre des articles L.214-3 et suivants du code de l'environnement. La rubrique de l'article R.214-1 du Code de l'environnement concernée par le projet est la 2.1.5.0 : gestion pluviale avec rejet par infiltration dans les sols ;
- Dérogation au régime de protection des espèces au titre du 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement ;
- Évaluation environnementale (étude d'impact) au titre de l'article R.122-2 du code de l'environnement, dans le cadre de la procédure de création de ZAC ;
- Etude agricole préalable et compensation collective en vertu de l'article D112-1-18 et 19 du Code Rural ;
- Déclaration d'utilité publique et enquête parcellaire pour assurer la maîtrise foncière de l'opération ;
- Procédure ZAC (zone d'aménagement concertée) du Parc de Bièvre Dauphine 3 ;
- Déclassement de la voie communale du chemin neuf pour partie ;
- Archéologie préventive.

1.6. Les autorités consultées

En amont de l'enquête publique, les autorités suivantes ont été consultées et ont exprimé leur avis :

- Le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CRSPN) ;
- La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) ;
- La commune d'Apprieu ;
- La commune de Colombe ;
- La communauté de communes du Pays Voironnais ;
- La Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF).

La commune de Rives n'a pas rendu d'avis sur le projet.

Ces avis figurent au dossier ainsi que les réponses du maître d'ouvrage aux avis du CRSPN, et de la MRAe

1.7. Le dossier d'enquête

Le dossier d'enquête comprenait les pièces suivantes :

Sous l'intitulé « Dossier des autorités consultées » :

- Un dossier « Déclaration « Loi sur l'eau » comprenant :
 - L'arrêté préfectoral IOTA n)38-2021-00264 du 17 septembre 2021
 - Le dossier de déclaration au titre du code de l'environnement ;
 - L'étude d'impact ;
- Un dossier « Protection des espèces », comprenant :
 - L'avis du CRSPN ;
 - Le dossier « protection des espèces ».

Sous l'intitulé « Dossier de création de la ZAC » :

- Un dossier « Evaluation environnementale » comprenant :
- Un dossier « Création de la ZAC incluant, notamment :
 - Un rapport de présentation ;
 - Un plan de situation ;
 - Un plan du périmètre,
 - Un dossier « Dispositions environnementales » incluant :
 - Un « dossier d'évaluation environnementale » ;
 - L'avis délibéré de la MRAe n°2021 ARA-AP-1283 ;
 - Le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe ;
 - L'avis du CRSPN et le mémoire en réponse du maître d'ouvrage ;
 - L'avis de la commune de Colombe et l'avis de la communauté d'agglomération du Pays Voironnais au titre de l'évaluation environnementale ;
 - L'étude préalable agricole et les mesures de compensation agricole collectives ;
 - L'avis sur l'étude préalable agricole ;
 - Le régime au regard de la taxe d'aménagement, ;
 - Un dossier « archéologie préventive » ;
- Un dossier « désaffectation, déclassement et aliénation d'une partie de la voie communale dénommée Chemin Neuf » ;
- Un dossier « Expropriation pour cause d'utilité publique ».

Le dossier compte 1370 pages.

2. Déroulement de l'enquête publique

2.1. L'information du public

2.1.1. Mise à disposition du dossier d'enquête

Les registres et dossiers d'enquête ont été paraphés et cotés par moi-même le 13 décembre 2022. Ils ont été mis à la disposition du public en mairies d'Apprieu et de Rives dès l'ouverture de l'enquête et pendant toute sa durée.

2.1.2. Affichage de l'avis d'enquête parcellaire, de l'arrêté d'enquête publique et de l'avis d'enquête publique

A partir du 05 janvier 2023 et jusqu'au terme de l'enquête, l'avis d'enquête parcellaire et l'arrêté d'enquête publique ont été affichés en mairie d'Apprieu.

A compter de la même date et jusqu'à la clôture de l'enquête l'arrêté d'enquête publique était affiché en mairie de Rives.

2.1.3. Affichage des notifications d'enquête parcellaire

La commune d'Apprieu a procédé, du 05 janvier au 23 février, à l'affichage des notifications individuelles du dépôt du dossier d'enquête parcellaire aux propriétaires dont l'identité n'a pu être établie ou est incomplète ou dont le domicile est inconnu.

2.1.4. Parutions dans la presse

Conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2022 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique, celle-ci a été annoncée aux dates et dans les journaux suivants :

Première parution :

- Les Affiches du Dauphiné du 06 janvier 2023 ;
- Le Dauphiné Libéré du 06 janvier 2023.

Seconde parution :

- Les Affiches du Dauphiné du 27 janvier 2023 ;
- Le Dauphiné Libéré du 27 janvier 2023.

2.1.5. Dématérialisation de l'enquête publique

Un dispositif de dématérialisation de l'enquête publique a été mis en œuvre selon les modalités suivantes :

- Un espace dédié à l'enquête publique a été ouvert sur le site internet de la préfecture de l'Isère. Toutes les pièces du dossier y étaient consultables à l'ouverture de l'enquête ;
- Une adresse courriel permettant le dépôt d'observations et de propositions, a été mise à la disposition du public ;
- Un poste informatique permettant de consulter le dossier d'enquête en version dématérialisée était à la disposition du public, en mairie d'Apprieu dès l'ouverture de l'enquête et pendant toute sa durée.

2.2. Les permanences

Les quatre permanences prévues se sont déroulées aux dates et lieux suivants :

- Lundi 23 janvier 2023 de 8h30 à 11h30 en mairie d'Apprieu ;
- Le lundi 13 février 2023, de 9h00 à 12h00 en mairie d'Apprieu ;
- Le lundi 13 février 2023, de 13h30 à 16h30 en mairie de Rives ;
- Jeudi 13 février 2023 de 15h00 à 18h00 en mairie d'Apprieu.

Elles se sont tenues selon les dispositions prévues et dans des conditions propices à un bon accueil du public, aussi bien en mairie d'Apprieu que de Rives. Au regard de la participation du public, le nombre de quatre permanences s'est avéré suffisant.

2.3. La clôture de l'enquête

A l'issue de la dernière permanence en mairie d'Apprieu, le jeudi 23 février 2023 à 18h, l'enquête étant terminée, j'ai procédé à la clôture du registre d'enquête et j'ai pris possession du dossier. J'ai récupéré le dossier ainsi que le registre mis à disposition en mairie de Rives le mardi 28 février. Je les ai transmis à la préfecture de l'Isère le mardi 28 mars.

2.4. Le procès-verbal de synthèse et le mémoire en réponse du maître d'ouvrage

Le mardi 28 février à 15h30, j'ai rencontré le maître d'ouvrage dans les locaux de la communauté de communes Bièvre-Est. A cette occasion, je lui ai remis le procès-verbal des observations du public.

Le mémoire en réponse m'a été adressé par le maître d'ouvrage le lundi 13 mars 2022.

2.5. Remise du rapport et du dossier d'enquête

Le jeudi 23 mars, j'ai remis mon rapport et mes conclusions et avis motivés au tribunal administratif de Grenoble et à l'organisateur de l'enquête publique.

3. Analyse du commissaire enquêteur

3.1. La préparation de l'enquête

L'enquête publique a fait l'objet d'une préparation attentive et minutieuse à laquelle j'ai été pleinement associé. Les échéances de publication ont bien été anticipées, les dossiers étaient à disposition du public en temps voulu.

3.2. Le dossier d'enquête

Le dossier d'enquête était complet, bien présenté et d'une qualité rédactionnelle d'ensemble très satisfaisante. La qualité des illustrations, photos, vues en 3D, tableaux, était, elle aussi, à la hauteur des besoins du public.

On peut toutefois regretter que certaines vues aériennes du site illustrant le dossier ne soient pas plus récentes. Elles n'étaient pas vraiment représentatives de l'aménagement actuel du site Bièvre-Dauphiné ce qui altérerait la capacité du lecteur à se représenter la réalité de l'aménagement final du secteur.

Il aurait été préférable d'illustrer ces éléments par des vues actuelles, particulièrement pour le résumé non technique de l'étude d'impact qui est le document par lequel le public peut le plus aisément s'approprier le projet. Toutefois, d'autres vues du site, très récentes, figurent dans le dossier.

3.3. Les conditions de réalisation de l'enquête

Les conditions d'exercice du commissaire enquêteur ainsi que les moyens dévolus à l'accueil du public ont été très satisfaisants. Les salles de réunion de la mairie d'Apprieu, ainsi que celle de la mairie de Rives où s'est déroulée une des quatre permanences, étaient adaptées à la rencontre des usagers et du commissaire enquêteur tant du point de vue de la confidentialité des échanges que de l'espace dédié à une consultation aisée des documents.

J'ai pu visiter les lieux du projet sous la conduite du maître d'ouvrage auprès de qui j'ai pu rapidement toutes les informations qui m'étaient nécessaires pendant et après l'enquête.

3.4. L'information du public

L'information du public a répondu en tous points aux prescriptions réglementaires, qu'il s'agisse d'affichage, de parutions dans la presse ou de publication sur le site internet de la préfecture.

La communauté de commune Bièvre-Est a mis le dossier et l'avis d'enquête à disposition du public sur son site internet. C'est également ce qu'ont fait la ville de Rives et la commune d'Apprieu.

3.5. La participation du public

Après un début d'enquête très calme, le public s'est manifesté par tous les moyens à sa disposition. Toutefois, si la participation est restée modeste en ce qui concerne le nombre de contributions, ceci n'enlève rien à la qualité des nombreuses observations produites qui révèlent, pour beaucoup d'entre elles, un intérêt certain pour le projet et une lecture souvent très attentive du dossier.

3.5.1. Analyse quantitative des contributions

A la clôture de l'enquête, quatorze contributions ont été portées à la connaissance du commissaire enquêteur.

- Deux ont été inscrites sur le registre d'Apprieu ;
- Deux ont été inscrites sur le registre de Rives ;
- Deux sont parvenues par courrier postal au siège de l'enquête ;
- Huit ont été communiquées par internet.

Un doublon est identifié (envoi postal et envoi internet).

Leur ensemble représente un total de quatre-vingt-sept observations et requêtes.

Certaines contributions comportent des questions étrangères à l'enquête qui n'ont pas été comptabilisées. Néanmoins, leur très grande majorité est en lien direct avec l'enquête et certaines sont très argumentées.

3.5.2. Les observations du public

En exceptant une contribution en doublon et quelques observations redondantes qui ne sont pas répertoriées ici, les contributions du public peuvent être classées selon 10 thèmes présentés ci-dessous par ordre décroissant de nombre d'observations et remarques.

Les thèmes identifiés sont, par décroissant de nombre d'observations :

1. Protection des espèces - corridors écologiques – mesures de compensations (22 observations)
2. Justification du projet (13 observations) ;
3. Voirie et mobilités (8 observations) ;
4. Cahier des charges environnementales des entreprises (7 observations) ;
5. Agriculture - économie (5 observations) ;
6. Objectif « zéro artificialisation nette » 2050 (4 observations) ;
7. Maîtrise foncière (3 observations) ;
8. Energie (2 observations) ;
9. Pollution, réseaux, réchauffement climatiques (2 observations) ;
10. Divers (3 observations).

On relève que ce sont les sujets de la protection des espèces, des corridors écologiques et des mesures de compensation qui génèrent le plus de réactions. Les justifications du projet suscitent un nombre important d'observations, suivies des préoccupations autour des questions de mobilité et de voirie.

4. Conclusions et avis motivé

4.1. Conclusions

4.1.1. Les atouts du projet

Porté par un dossier d'une qualité certaine, tant du point de vue du contenu que de la présentation, le projet d'extension de la ZAC Bièvre-Dauphiné 3 compte un bon nombre de points forts.

- Il s'implante légitimement sur un site identifié comme « *pôle commercial majeur* » dans le PADD du PLUi Bièvre Est ;
- Sa concrétisation permettra au territoire de prendre part à l'atteinte des objectifs de réalisation de nouveaux espaces économique et de création d'emplois. En cela, il répond :
 - Aux objectifs définis par le SCoT « [...] *conforter l'ensemble du spectre de l'économie et développer de nouveaux espaces économiques pour accueillir plus de 40 000 emplois d'ici à 2030* », en cohérence avec la volonté gouvernementale de réindustrialisation de la France et de relocalisation de la production.
 - Aux objectifs du PADD du PLUi Bièvre Est « 3.2.3. *Intensifier le développement, la diversification économique et la création d'emplois* »
 - *En encourageant la création d'emplois sur toute la diversité des secteurs d'activités, [...]. » ;*

- *En poursuivant les efforts consentis en matière de développement économique en préparant le territoire à l'accueil d'environ 800 emplois supplémentaires à l'horizon 2032 ([...]).*
 - Le projet prévoit un taux de création d'emplois supérieur aux objectifs du SCoT ;
- Il constitue indiscutablement une réponse aux besoins en foncier économique des entreprises pour la satisfaction desquels aucune solution alternative viable n'est possible ;
- Il prend en compte les changements observables, tant du point de vue environnemental que sociétal. Des garanties sont apportées :
 - Sur la maîtrise foncière des parcelles ;
 - Sur la tenue dans le temps des compensations (dispositif ORE) ;
- Il n'obère pas l'objectif « zéro artificialisation nette 2050 » qui restera atteignable ;
- Des dispositions efficaces permettent de réduire l'impact de la consommation de terres agricoles ;
- Les autorités consultées ont émis des avis favorables et parmi les nombreuses demandes d'améliorations ou réserves formulées par certaines, beaucoup ont été entendues ou levées par le maître d'ouvrage.
- Le maître d'ouvrage a apporté, par son mémoire en réponse aux observations du public, des réponses satisfaisantes, à un grand nombre de questions et observations.

4.1.2. Les vulnérabilités du projet

Le dossier montre des faiblesses principalement sur quatre sujets :

- Sur le thème des mobilités, le projet ne répond pas à l'ambition affichée dans le PADD : *« Faire de Bièvre Dauphine le lieu de convergence naturelle du territoire en améliorant/renforçant sa desserte tous modes et particulièrement en modes actifs et transports en commun. »*. Les solutions de court terme proposées par le maître d'ouvrage (*« Rezopouce »* et démarche *« mobilité-entreprises »*) ne se situent pas à la hauteur des enjeux sur le secteur ;
- Le corridor biologique du pont enjambant l'A48 au sud de Rives. La préservation ou la restauration des corridors biologiques est, certes, un objectif inscrit dans le PADD du PLUi Bièvre Est, toutefois, le maître d'ouvrage rappelle justement que ce corridor est extérieur au projet et au territoire de la communauté de communes Bièvre Est ;
- Le « cahier des charges environnemental des entreprises », aujourd'hui trop imprécis ;
- Les impacts cumulés avec le projet d'espace économique du Pays Voironnais,

Dans son mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse des questions du public, le maître d'ouvrage se réfère, sur ces sujets, à des documents cadres dont la création ou la finalisation sera postérieure à l'enquête publique (PCAET, cahier des charges environnemental des entreprises, projet de convention Bièvre Est-Pays Voironnais) ou à un projet encore incertain, celui du Service Express Métropolitain de l'aire grenobloise.

Ceci le contraint à employer le conditionnel à nombreuses reprises alors qu'à ce stade d'avancement, le projet devrait être appuyé sur des décisions ou des engagements affirmés. Certes, les déclarations d'intentions formulées par le maître d'ouvrage vont dans le sens des attentes du public. Toutefois, ce dernier peut légitimement craindre que leur concrétisation soit subordonnée à un contexte politique, sociétal et économique favorable dont la probabilité reste incertaine.

Ceci donne le sentiment que le projet présenté n'est pas entièrement abouti et qu'il n'atteint pas, sur ces sujets, pas le niveau d'exigence environnementale affiché dans le PLUi, ainsi que le relèvent des contributions du public ou certaines des autorités consultées.

4.2. Avis motivé

Le projet d'extension de ZAC Bièvre Dauphiné 3 contribue véritablement à la dynamisation économique du territoire en cohérence avec les objectifs du SCoT de la région urbaine grenobloise et du PADD du PLUi de Bièvre Est.

Au fil des années de préparation, il s'est adapté aux évolutions émergentes pour parvenir à réduire les effets de son implantation sur son environnement en prenant en compte les exigences sociétales nouvelles.

Sur le plan environnemental, il traite de façon satisfaisante les sujets de l'agriculture, des compensations et de la protection des espèces pour lesquels il propose des solutions adaptées et dont il peut garantir la tenue dans le temps.

Toutefois, des questions importantes restent en suspens ou sont l'objet aujourd'hui de réponses trop imprécises. Parmi elles :

- La question de la maîtrise foncière des parcelles doit faire l'objet d'un positionnement clair du maître d'ouvrage ;
- Le problème de la préservation du corridor biologique gagnerait à être résolu ;
- Le sujet des mobilités doit être traité d'une façon qui réponde aux ambitions affichés dans le PLUi.
- Le niveau d'exigence environnemental des futures constructions doit être élevé, de façon formelle à la hauteur de l'exemplarité affichée dans le PADD du PLUi.

En revanche, s'il est compréhensible de soulever la question des impacts cumulés avec le projet de la communauté d'agglomération du Pays Voironnais, il demeure que celui-ci n'est pas engagé et qu'on ne peut valablement spéculer sur sa forme ni sur ses effets. Le

moment venu, il reviendra au maître d'ouvrage en charge de sa réalisation de prendre en compte l'intégration du projet à son environnement.

En conclusion, il apparaît que le projet présenté propose des apports positifs au territoire qui l'emportent sur ses aspects perfectibles ou incertains.

C'est pourquoi, j'émet, au regard de ce qui précède, un **avis favorable** au projet d'extension de la ZAC du parc d'activité Bièvre Dauphiné 3, **sous réserve que le maître d'ouvrage garantisse de façon formelle la maîtrise du foncier sur le périmètre du projet par la mise en place de baux emphytéotiques ou baux à construction** pour les preneurs de lots.

Par ailleurs, je recommande au maître d'ouvrage :

- D'anticiper, dans le cahier des charges de location des lots et des prescriptions qui sera joint au dossier de réalisation de la ZAC, les orientations du futur PCAET en matière de production d'énergie renouvelable pour les bâtiments à venir,
 - Comme il s'y est engagé auprès de la MRAe ;
 - En cohérence avec l'engagement pris dans le dossier de demande de dérogation à la protection des espèces : « *mettre en œuvre une démarche de développement durable, notamment par un traitement exemplaire des espaces publics et privés* ».
- De s'engager activement et rapidement dans la recherche de solutions au bénéfice de la préservation du corridor biologique du pont enjambant l'A48 au sud de Rives, en cohérence avec les engagements du PADD du PLUi Bièvre Est.
- De faire de la création d'une ligne de transport en commun depuis la gare de Rives un objectif prioritaire de court terme.

Fait à Saint Martin d'Hères, le 11 avril 2023.

Denis Crabières, commissaire enquêteur

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'D' followed by a cursive 'C' and 'R', with a horizontal line underneath.